

RELIGION Entre 1914 et l'an 2000, 723 églises et 247 chapelles privées ont été construites en Flandre.

5



P.6 Du TEC à 100 % bioéthanol
Trois bus wallons rouleront bientôt au bioéthanol à Namur. Un premier test. © D.R.

labelgique

Institutionnel / Kris Peeters et Didier Reynders jouent à torpiller de dialogue

Pas de réforme de l'Etat avant 2010



C'ÉTAIT LORS DE LA DERNIÈRE FÊTE de la Communauté flamande, à l'hôtel de Ville de Bruxelles. Didier Reynders et Kris Peeters avaient encore le sourire. Lundi, leur dialogue s'est figé. Il ne reprendra pas avant les élections... © ALAIN DEWEZ.

LE NUMÉRO UN flamand enterre le dialogue après une sortie du patron du MR. Le rêve d'accords avant juin s'envole.

En coulisses, plus personne n'y croyait encore. Lundi, une déclaration du président des libéraux francophones a mis Kris Peeters hors de lui : le dialogue a vécu. Explications.

1 Qu'a dit Didier Reynders et à quoi joue-t-il ? Lundi midi, le président du MR tient conférence de presse. À l'ordre du jour, notamment, le dialogue institutionnel. Que dit-il ? « Nous sommes convaincus qu'on ne pourra retrouver de véritable équilibre institutionnel sans une vraie réforme de l'Etat. Mais nous sommes aussi demandeurs de solutions en région bruxelloise, qui peuvent passer par un élargissement et certains droits. »

Donc : « Nous sommes prêts à reprendre le dialogue, mais il n'y aura d'avancées concrètes que lorsqu'on pourra voter des textes complets, donc après les élections [puisque le groupe chargé de solutionner BHV ne doit accoucher de propositions qu'après juin, NDLR]. Mais nous sommes prêts à avancer sur un certain

nombre de thèmes. » Et de citer nommément l'emploi.

Mais il lance deux avertissements. L'un en direction de Kris Peeters : « Il ne faut pas demander les conclusions d'une réunion avant d'y aller », allusion aux fameuses garanties de résultats exigées. L'autre au PS, à propos de Bruxelles : « On ne va pas parti-

La vraie réforme devra être négociée en 2010. D'ici là, les slogans électoraux, au Nord, auront raidi la position flamande

ciper à une négociation visant à échanger des principes contre de l'argent. » En fin de journée, il précise que si Peeters lance une invitation, le MR ira, mais qu'il devra alors « accepter d'entendre nos demandes ».

Pourquoi cette sortie ? Outre qu'elle détourne l'attention de ses ennuis Fortis, beaucoup estiment qu'il donne ainsi des gages au FDF - qui n'a pas obtenu la tête de liste régionale à Bruxelles. Depuis des mois, deux tendances s'expriment au MR : la plus radi-

cale symbolisée par le FDF (« pas de discussions approfondies sans nomination des bourgmestres de la périphérie »), et la plus douce (pas d'accord final sans solution pour ces maieurs). Entre les deux, le président du MR devait choisir. Il l'a fait...

La preuve par Olivier Maingain. Hier midi, le président du FDF, nous répète : pas de discussions sérieuses sans... Pourtant, le MR est prêt à retourner à la table de négociation. Faut-il en conclure que le dialogue entre Communautés n'est pas « une discussion approfondie » ? « Effectivement », répond Maingain. Qui ne croit d'ailleurs pas à des avancées « substantielles » avant juin.

2 Que répond Peeters et à quoi joue-t-il ? Il répond : « stop ». Son parti, le CD&V, l'avait envoyé au front, après l'échec institutionnel d'Yves Leterme. Et après s'être résigné à faire éclater le cartel gagnant avec la N-VA. Face à l'enlèvement des négociations, Kris Peeters a donc profité d'une mâle déclara-

tion du président du MR pour mettre un terme au dialogue. A quelques semaines d'une campagne qui risque en Flandre d'être, en dépit de la crise, marquée par le communautaire, Peeters, nou-

Le ministre-président flamand s'explique : « Le MR a pris une lourde responsabilité »

ENTRETIEN
Kris Peeters, le ministre-président flamand, jette l'éponge : le coprésident du dialogue institutionnel explique pourquoi il n'y croit plus.

Pourquoi mettre un terme au dialogue de communauté à communauté ?

Il y a eu un fait nouveau, lundi : j'ai entendu les propos de Didier Reynders au lendemain du bureau exécutif du MR. Il a été très clair, en faisant comprendre qu'il ne s'engagerait pas dans la conclusion d'accords partiels avant les élections de juin prochain. Et Olivier Maingain, le président

du CD&V, ne pouvait se permettre de présenter une feuille blanche aux électeurs. Le SP.A de Vandebroucke approuve. La N-VA de De Wever ajoute qu'il l'avait prévu : impossible de nouer le moindre accord avec les francophones. Peeters jette l'éponge. Mais il mouille tout le monde.

3 Qu'en pensent les autres partis ? Ecolo est furax. « Ça me fait penser au dîner de cons ! », s'énerve Marcel Cheron. « Didier Reynders donne raison au FDF, à la thèse radicale. Ce faisant, il permet à Kris Peeters de donner le « zwarte piet » au FDF. Cela va radicaliser la situation. » Ecolo ne croit donc plus à de réelles avancées avant juin.

Les autres partis francophones sont plus prudents. La présidente du CDH, Joëlle Milquet, s'étonne « de la double sortie de Reynders et Peeters, étant donné l'actualité de la crise économique et de Fortis ». Et elle rappelle que l'accord gouvernemental prévoit des accords partiels avant juin, « ce qui ne veut pas dire des votes au parlement, ni d'accepter n'importe quoi ». Conclusion : le CDH reste prêt au dialogue... tout en regrettant que Peeters ne s'exprime que par la presse...

Au PS, le président Elio Di Rupo souhaite aussi « poursuivre le dialogue » et, comme le MR, « ne comprend pas la méthode qui consiste à exiger des accords avant

d'avoir entamé les discussions. » Et il ajoute, pour contredire l'interprétation de Peeters : « les francophones doivent avoir le courage d'entrer dans un vrai dialogue sur l'avenir du pays. Sans peur ni tabou. Mais également avec leurs propres exigences, qui devront être discutées. »

4 La réforme de l'Etat est-elle morte ? Elle semble enterrée jusqu'en juin 2009. C'est quasi-mathématique : un accord tacite, au sein de la majorité, prévoit qu'on ne négocie pas l'institutionnel pendant la campagne. Reste donc, d'ici Pâques, moins de six semaines. Un délai trop serré pour ramener tout le monde autour de la table et puis seulement avancées avant juin.

A ce stade, seul le premier paquet de la réforme de l'Etat et peut-être la régionalisation du programme des grandes villes semblent rassembler Nord et Sud. Les Flamands n'obtiendront sans doute pas davantage, d'autant que l'imminence de la campagne va raidir les francophones, en particulier le MR. La grande réforme devra donc être négociée en 2010... Avec le risque qu'en juin, les slogans électoraux, au Nord, ne raidissent encore la position flamande. ■

MARTINE DUBUISSON
VÉRONIQUE LAMQUIN
DIRK VANOVERBEKE

du FDF, a ajouté ses revendications sur la nomination des trois bourgmestres, comme préalable à la conclusion de tout accord. Je ne peux que constater que le MR ne prend pas ce dialogue au sérieux. J'ai pris un risque politique pour le relancer. Et j'ai toujours dit que je ne voulais pas de discussions de bistrot.

Il n'empêche : vous cassez les ponts sans interroger les autres partis francophones sur leur volonté de poursuivre...
Je leur poserai la question. Mais je ne serai pas seul à prendre la décision. Je soumettrai le problème aux autres formations du gouvernement flamand. Cela dit, il

ne faut plus se voiler la face. Je ne vois pas comment on pourrait poursuivre un dialogue de communauté à communauté sans le MR. Restons sérieux.

En réagissant de la sorte, vous filez le valet noir aux francophones, non ?

Ne renversons pas les rôles. Pour conclure un accord, il faut être deux. J'ai toujours dit qu'une Réforme de l'Etat était essentielle. C'est raté : ceux qui ont provoqué l'échec du dialogue portent une lourde responsabilité. La radicalisation entre les communautés risque fort d'intervenir après le scrutin. ■

Propos recueillis par D. V.

Fortis / La majorité a resserré les rangs et devrait entendre politiques et magistrats

Une commission, et même des auditions

Embourbée, la commission d'enquête Fortis ? Que nenni... Il fallait les entendre, à la sortie de deux heures de huis clos : « satisfait » - on le dit au PS, au MR, chez Ecolo et au CDH - qu'ils étaient, de l'accord conclu à l'unanimité. Avec quelques nuances, quand même, dès qu'on passe à l'exégèse du texte.

L'accord, d'abord. À l'unanimité, les députés ont décidé de passer outre aux recommandations des experts : la commission continue, donc. Mais pas seule : elle s'adjoint les services de deux magistrats émérites (que l'on appellera « conseillers »). A charge pour Bart Tommelein de pren-

dre les contacts nécessaires pour les désigner très vite. Le président Open VLD de la commission réclamera aussi à la cour de cassation « tous les documents en sa possession » sur l'affaire Fortis. En clair, les éléments qui ont permis au président Londers de soupçonner que la séparation des pouvoirs n'a pas été respectée. Et ceux qui ont fait dire au procureur général Leclercq que Ghislain Londers était sorti de son rôle. Accord aussi sur la nécessité de boucler le 15 mars.

Au-delà, ça commence à diverger. D'abord sur la « ligne du temps ». Nom de code pour l'inventaire précis des faits du dos-

sier Fortis. « L'idée, c'est de demander aux conseillers d'établir une liste chronologique de tous les éléments factuels », souligne Daniel Bacquelaine, chef de groupe MR. Avec, à chaque fois, des indications quant à l'existence d'une procédure en cours. Et les possibilités, dès lors, d'action de la commission à l'égard des concernés. « Pas besoin d'un rapport de conseillers pour ça », dit-on dans un parti de la majorité. Juste-là, rien de fondamentalement dissonant. Là où cela dévie, c'est sur la question essentielle : que va faire la commission ? « On peut procéder sans tarder aux auditions, avec l'aide des

conseillers », se réjouit Jean-Marc Nollet (Ecolo). « On peut procéder à des auditions. Je souhaite d'ailleurs que chaque groupe donne la liste des personnes qu'il veut entendre », précise Thierry Giet (PS). « On peut avancer. Et procéder aux auditions de personnes concernées par les procédures, pour autant que les conseillers nous y autorisent », précise Christian Brotcorne (CDH). « Des auditions ? Il n'y a pas eu de décision sur ce point, glisse Daniel Bacquelaine. On examinera ce qui est possible lorsqu'on aura reçu la ligne du temps et les commentaires des conseillers. Moi, je n'auditionne-

rai pas des personnes sous procédure. Mais on peut entendre les politiques. »

« En clair, on a sauvé la face, résume-t-on dans un camp. On se montre unis dans la volonté de continuer. » Mais pour faire quoi ? La question n'a pas été tranchée. Pas plus, d'ailleurs, que celle de savoir si la commission se réunirait pendant le congé de Carnaval. « Or, l'épée de Damoclès qui pèse sur nos travaux, c'est le timing », s'inquiète Thierry Giet. Soucieux de pouvoir entendre tout le monde d'ici au 15 mars. Et d'empêcher que d'aucuns ne jouent la montre... ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

BREF

ÉCOLO
Evelyne Huytebroeck tirera la liste à Bruxelles



© ÉRIC LALMAND/BELGA

Une erreur s'est glissée dans notre présentation des têtes de liste au scrutin régional : à Bruxelles, c'est Evelyne Huytebroeck et non Christos Doukeridis qui mènera la liste Ecolo. Les cinq ministres bruxellois sortants tireront donc leur liste le 7 juin. Nos excuses à la ministre bruxelloise de l'Environnement. (V.La.)